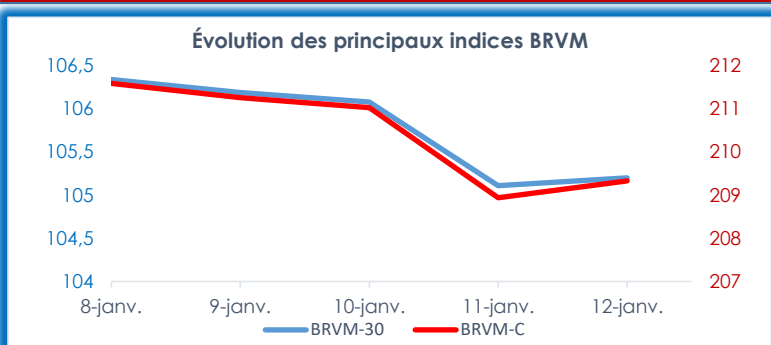


DONNÉES DU MARCHÉ



Plus fortes hausses ▲

| Titres | Séance du 5-janv.-24 | Séance du 12-janv.-24 | Var. en % |
|---------------|----------------------|-----------------------|-----------|
| TRACTAFRIC CI | 1 900 | 2 135 | 12,4% |
| BERNABE CI | 1 050 | 1 160 | 10,5% |
| SETAO CI | 835 | 890 | 6,6% |
| SAFCA CI | 1 075 | 1 145 | 6,51% |
| BOA BURKINA | 6 850 | 7 200 | 5,11% |

Plus fortes baisses ▼

| Titres | Séance du 5-janv.-24 | Séance du 12-janv.-24 | Var. en % |
|--------------------|----------------------|-----------------------|-----------|
| NEI-CEDA CI | 740 | 670 | -9,46% |
| TOTAL CI | 1 780 | 1 645 | -7,58% |
| SODE CI | 4 700 | 4 360 | -7,23% |
| SERVAIR ABIDJAN CI | 1 385 | 1 300 | -6,14% |
| CFAO MOTORS CI | 795 | 750 | -5,66% |

Évolution du marché des actions de la BRVM sur la semaine

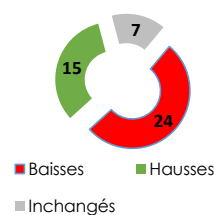
| Indicateurs | 5-janv.-24 | 12-janv.-24 | Var. en % |
|--------------------------|-------------------|-------------------|-----------|
| Capitalisation boursière | 7 847 412 748 837 | 7 717 162 212 871 | ▼ -1,66% |
| Val. échangée | 981 098 514 | 861 744 429 | ▼ -12,17% |
| Nbre de titres échangés | 778 903 | 1 834 800 | ▲ 135,6% |
| BRVM-C | 212,82 | 209,33 | ▼ -1,64% |
| BRVM-30 | 106,99 | 105,20 | ▼ -1,67% |

Source : brvm.org

TOP 5 des titres les plus actifs sur la semaine

| En termes de valeur | | En termes de volume | |
|---------------------|----------------------------------|---------------------|----------------------------|
| Titres | Valeurs des transactions en FCFA | Titres | Nombre de titres transigés |
| MOVIS CI | 123 319 785 | ETI TOGO | 1 501 186 |
| ECOBANK CI | 110 284 600 | MOVIS CI | 89 619 |
| PALM CI | 52 473 235 | ONATEL BF | 22 355 |
| ONATEL BF | 49 744 980 | VIVO ENERGY CI | 21 401 |
| SGB CI | 47 471 405 | SAFCA CI | 20 635 |

Évolution générale des titres



Marchés étrangers (Afrique)

| Indices | 5-janv.-24 | 12-janv.-24 | Var. en % |
|------------------|------------|-------------|-----------|
| GHANA GSE-CI | 3 128,86 | 3 127,31 | ▼ 0,0% |
| NIGERIA NSE | 79 664,66 | 83 042,96 | ▲ 4,2% |
| KENYA NSE | 92,55 | 92,97 | ▲ 0,5% |
| TUNISIE TUNINDEX | 8 553,82 | 8 461,11 | ▼ -1,1% |
| MAROC MASI | 12 368,94 | 12 501,67 | ▲ 1,1% |

Cours des matières premières

| Matières premières | 12-janv.-24 | Var. 1 Janv |
|-------------------------|-------------|-------------|
| Pétrole BRENT USD/Baril | 78,15 | -0,6% |
| Cacao USD/Tonne | 4 323,00 | 3,0% |
| Sucre USD/lb | 21,31 | 3,5% |
| Coton USD/lb | 81,31 | 0,4% |
| Caoutchouc USD/kg | 1,72 | 3,0% |

Source : Bloomberg / ABC Bourse / African markets / Investing.com

RÉCAPITULATIF DU MARCHÉ

Semaine 02 : " La baisse s'accroît "

Le marché poursuit sa tendance baissière lors de cette 2e semaine de cotation confirmant ainsi sa seconde baisse hebdomadaire d'affilée. L'indice Composite s'est établi à 209,32 points contre 212,82 points, soit une baisse de 1,64%.

Cette deuxième semaine consécutive de baisse du marché est principalement attribuée à la perte de capitalisation boursière des titres de la SONATEL (-5,53% à 17000 FCFA) et Orange CI (-0,92% à 10800 FCFA).

Les investisseurs ont réagi à ce mouvement baissier du marché, contribuant ainsi à une atmosphère de vente généralisée qui se traduit par la dépréciation du cours de 24 valeurs.

Sur le plan sectoriel, seuls les secteurs « FINANCE » et « AUTRES SECTEURS » ont pu enregistrer une variation positive. La plus importante hausse étant attribuée au secteur "AUTRES SECTEURS" tandis que la plus forte baisse a été attribuée au secteur « SERVICES PUBLICS ».

TRACTAFRIC MOTORS CI s'octroie la première position dans le classement des cinq meilleures performances, enregistrant une augmentation significative de 12,4% à 2135 FCFA. Le titre débute l'année 2024 avec enthousiasme, marquant ainsi un revirement notable après avoir conclu l'année 2023 à la sixième place du flop 10, en raison des contreperformances financières publiées à cette époque.

Le titre **BERNABE CI** affiche la deuxième plus forte hausse de la semaine avec un gain de 10,5% à 1160 FCFA. Cette seconde hausse consécutive de l'action met fin à une série de baisses successives ayant abouti à son prix le plus bas sur le mois de décembre 2023. Rappelons que l'action avait clôturé l'année 2023 à la 2e place des flops 5 de l'année.

Les titres **SETAO CI** (+6,6% à 890 FCFA), **SAFCA CI** (+6,5% à 1145 FCFA) et **BOA BURKINA** (+5,11% à 7200 FCFA) complètent la liste des Tops 05 de la semaine.

Du côté des flops, c'est la valeur **NEI-CEDA** qui réalise la mauvaise opération de la semaine en se contractant de 9,46% pour se retrouver à 670 FCFA.

A la deuxième place du Flop 05, nous retrouvons Total CI qui enregistre un recul de 7,58% à 1 645 FCFA. Cette contreperformance s'explique principalement par des prises de bénéfices consécutives aux gains réalisés au cours des cinq derniers mois.

Les autres titres du flop 05 sont **SODE CI** (-7,23% à 4360 FCFA), **SERVAIR ABIDJAN** (-6,14% à 1300 FCFA) et **CFAO MOTORS CI** (-5,66% à 750 FCFA).

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE SOUS-REGIONALE

Le Burkina Faso devrait connaître une croissance économique robuste en 2024, avec un taux de croissance prévu de 6,4%, selon le Fonds Monétaire International (FMI). Cette projection représente une progression significative par rapport à 2023, avec le secteur minier jouant un rôle clé dans cette croissance du PIB réel. Malgré les défis sécuritaires et humanitaires persistants, le pays maintient sa dynamique économique.

Le dernier rapport spécial du FMI d'octobre 2023 souligne que le Burkina Faso surpassera la moyenne de croissance de l'Afrique Subsaharienne, passant de 4,4% en 2023 à 6,4% en 2024, comparée à une moyenne de 4% pour la région. Cette croissance est estimée à 14 276 milliards FCFA en 2024, témoignant d'une progression constante depuis 2022.

Selon la direction générale de l'économie et de la planification, tous les secteurs contribueront à cette croissance projetée. Le secteur minier, en particulier les industries extractives avec de nouveaux contrats miniers, devrait jouer un rôle prédominant avec une contribution de 8,8%. Les prévisions du ministère des Mines indiquent une augmentation de la production d'or, atteignant 66,84 tonnes en 2024.

Malgré la crise sécuritaire, le secteur de la cimenterie et celui des BTP connaissent une demande croissante, contribuant ainsi à la croissance économique. Dans le secteur primaire, l'agriculture devrait tirer la croissance en 2024, soutenue par des initiatives présidentielles et des projections pluviométriques favorables, promettant une densification de l'agriculture pluviale et de la culture de contre-saison.

La Société Générale a annoncé la signature d'accords avec le groupe bancaire panafricain Vista pour céder l'intégralité de ses parts dans ses filiales au Burkina Faso et au Mozambique. Selon les engagements pris, Vista reprendra toutes les activités, portefeuilles clients et collaborateurs de ces filiales. Les transactions, soumises à l'approbation des instances de gouvernance et des autorités réglementaires, pourraient être finalisées en 2024. Cette cession s'inscrit dans le cadre du désengagement de Société Générale de certains marchés africains, après la vente de filiales au Congo-Brazzaville, en Guinée Équatoriale, en Mauritanie et au Tchad.

Le groupe Vista, déjà propriétaire de filiales acquises auprès d'autres banques françaises en Afrique, poursuit son expansion en s'assurant la majorité des parts de Société Générale Burkina Faso et Banco Société Générale Moçambique. La Société Générale, présente en Afrique depuis plus de 100 ans, ajuste ainsi l'utilisation de son capital dans le cadre d'une stratégie visant à optimiser sa présence sur le continent. En parallèle, un examen stratégique est en cours concernant sa participation de 52,34% dans l'Union Internationale de Banques (UIB) en Tunisie, suggérant une potentielle réduction supplémentaire de sa présence en Afrique.

LES BRÈVES DU MONDE

Afrique subsaharienne : la Banque mondiale prévoit un rebond de la croissance à 3,8% en 2024 et 4,1% en 2025

L'institution financière multilatérale estime que l'amélioration des perspectives de croissance dans la région découlera essentiellement de la baisse des pressions inflationnistes et de l'assouplissement des conditions financières.

Après avoir connu un ralentissement marqué en 2023 (2,9%), la croissance économique en Afrique subsaharienne devrait atteindre 3,8 % en 2024 et 4,1 % en 2025, a estimé la Banque mondiale dans un rapport publié le mardi 9 janvier 2024.

Intitulé « [Perspectives économiques mondiales](#) », ce rapport précise que l'accélération prévue de la croissance dans la région devrait notamment découler de la baisse des pressions inflationnistes et de l'assouplissement des conditions financières.

La croissance des trois principales économies de l'Afrique subsaharienne devrait être inférieure à la moyenne régionale : Nigeria (3,3 % cette année et 3,7 % en 2025), Afrique du Sud (1,3 % en 2024 et 1,5 % en 2025) et Angola (2,8 % cette année et 3,1% l'année prochaine).

Même si, a priori, les exportateurs de métaux se relèveront du recul de leur croissance en 2023, les révisions à la baisse des projections de croissance par rapport à celles datant de juin 2023 concernent toujours essentiellement ces pays, la faible progression persistante de la demande de la Chine représentant sans doute un frein à l'activité.

Globalement, les pays moins pourvus en ressources naturelles devraient maintenir un taux de croissance supérieur à la moyenne régionale (5,4 % en 2024 et 5,7 % en 2025).

La Banque mondiale estime par ailleurs que le revenu par habitant en Afrique subsaharienne devrait tout juste augmenter en moyenne de 1,2 % cette année et de 1,5 % en 2025. En 2025, le PIB par habitant d'environ 30 % des économies de la région, totalisant une population de plus de 250 millions de personnes, n'aura pas complètement retrouvé son niveau antérieur à la pandémie de covid-19. Cela signifie que ces économies auront perdu plusieurs années dans la progression du revenu par habitant.

Les principaux risques qui pourraient peser négativement sur les perspectives de croissance des pays d'Afrique subsaharienne cette année et en 2025 sont une aggravation de l'instabilité politique et des tensions géopolitiques, comme l'intensification du conflit au Moyen-Orient, des perturbations du commerce mondial, une augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques défavorables ou encore un ralentissement économique mondial plus marqué que prévu et un risque plus élevé de défaillance des gouvernements.

La Banque mondiale estime en outre que la croissance mondiale devrait s'établir à 2,4%, en recul pour la troisième année consécutive après un taux de 2,6% en 2023, en raison notamment des tensions géopolitiques croissantes, du ralentissement de la croissance dans la plupart des grandes économies, de l'atonie du commerce mondial et des conditions financières les plus restrictives depuis des décennies.

« Alors que le monde est à mi-parcours de ce qui devait être une décennie décisive pour le développement, son économie devrait enregistrer un triste record d'ici fin 2024 : la plus faible croissance du PIB sur une demi-décennie depuis 30 ans », a déploré l'institution financière multilatérale.

En 2025, la croissance mondiale devrait remonter légèrement pour s'établir à 2,7%.

Source : Agence Ecofin

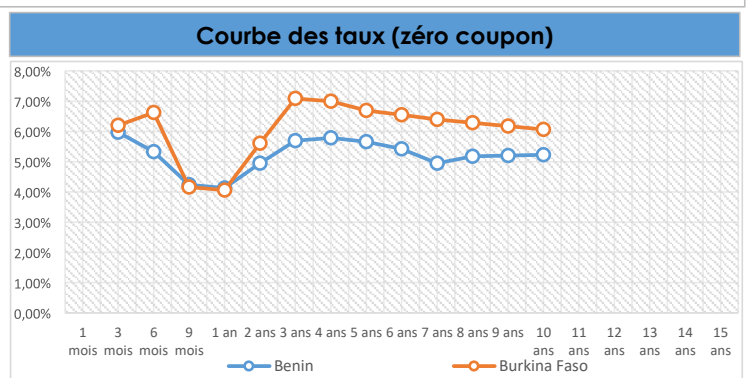
OPPORTUNITÉS DU MARCHÉ

Marché monétaire (opérations du marché d'adjudication de la BCEAO pour la semaine à venir)

- **Le 17-01-2024** : Emission simultanée du **Burkina d'un BAT** sur **12 mois** et d'un **OAT** sur **36 mois** au **taux d'intérêt de 6%** pour un montant global de **30 milliards FCFA**.
- **Le 18-01-2024** : Emission simultanée du **Bénin** de deux **BAT** (**6 mois** et **12 mois**) et d'un **OAT** sur **09 ans** au **taux d'intérêt de 5,75%** pour un montant global de **35 milliards FCFA**.

Marché primaire

| Tableau récapitulatif des taux des émetteurs du Marché des Titres Publics (Taux zéro coupon) | | | | | | | | |
|--|-------|--------------|---------------|---------------|------|-------|---------|------|
| Maturité | Benin | Burkina Faso | Côte d'Ivoire | Guinée-Bissau | Mali | Niger | Sénégal | Togo |
| 1 mois | | 2,4% | | | 4,9% | 5,3% | | |
| 3 mois | 5,97% | 6,2% | 5,4% | 5,1% | 4,3% | 3,9% | 5,7% | 5,6% |
| 6 mois | 5,33% | 6,6% | 6,7% | 7,2% | 7,3% | 6,8% | 2,9% | 7,1% |
| 9 mois | 4,24% | 4,2% | 7,3% | 7,7% | 5,2% | 7,1% | 7,1% | 5,1% |
| 1 an | 4,13% | 4,1% | 6,9% | 7,3% | 7,3% | 6,8% | 6,7% | 6,4% |
| 2 ans | 4,95% | 5,6% | 6,7% | 7,1% | 7,7% | 6,9% | 6,8% | 4,5% |
| 3 ans | 5,69% | 7,1% | 6,6% | 6,9% | 7,8% | 7,1% | 6,9% | 7,3% |
| 4 ans | 5,78% | 7,0% | 5,7% | 5,7% | 7,7% | 6,7% | 5,5% | 7,4% |
| 5 ans | 5,66% | 6,7% | 4,7% | 4,4% | 7,5% | 6,3% | 4,0% | 7,0% |
| 6 ans | 5,43% | 6,5% | 5,0% | 5,9% | 7,0% | 6,4% | 4,8% | 5,4% |
| 7 ans | 4,95% | 6,4% | 5,2% | 7,5% | 6,5% | 6,5% | 5,5% | 6,1% |
| 8 ans | 5,18% | 6,3% | 5,3% | | | | 5,6% | 6,0% |
| 9 ans | 5,20% | 6,2% | 5,4% | | | | 5,6% | 5,8% |
| 10 ans | 5,23% | 6,1% | 5,5% | | | | 5,6% | 5,7% |
| 11 ans | | | | | | | 5,7% | 5,7% |
| 12 ans | | | | | | | 5,8% | 5,8% |
| 13 ans | | | | | | | 5,9% | 5,9% |
| 14 ans | | | | | | | 6,0% | 6,0% |
| 15 ans | | | | | | | 6,1% | 6,1% |



Définition

Une suspension de cotation se traduit par un arrêt temporaire de la cotation d'un titre sur le marché, afin de "protéger le titre et à garantir la bonne circulation d'une information, à un moment donné, à l'ensemble des investisseurs.

Les cas de suspension de cotation

- **Suspension à l'initiative de la société cotée**

Un émetteur peut demander à l'entreprise de marché (la bourse), de suspendre la cotation de son titre lorsqu'intervient un événement pouvant avoir un impact sur le cours.

Cela peut être par exemple : la publication des résultats d'une étude sensible concernant un produit de la société, lorsque le titre va faire l'objet d'une offre publique, ou encore la publication d'un communiqué financier ou une annonce de mise en redressement judiciaire. La suspension de cotation peut également être demandée par une société cotée lorsque des rumeurs susceptibles d'influer sur le cours circulent.

- **Suspension à l'initiative de l'entreprise de marché**

L'entreprise de marché peut décider de suspendre la cotation d'un titre lorsque l'émetteur de celui-ci n'a pas respecté les règles de marché.

- **Suspension à l'initiative du régulateur**

Le régulateur peut demander à ce qu'un cours soit suspendu dans l'intérêt du marché, notamment si la société ne fournit pas une information correcte au public.

Les effets d'une suspension de cotation

Toute suspension de cotation fait l'objet d'un Avis précisant l'origine de la suspension, les raisons, la date d'effet et les conditions de reprise de la cotation. Pendant la suspension, aucun ordre ne peut être saisi dans le système de négociation et aucune négociation sur la valeur ne peut être réalisée.



BURKINA FASO : +226 25 33 14 85



CÔTE D'IVOIRE : +225 20 30 75 15



MALI : +223 20 70 59 00



TOGO : +228 22 20 82 82

Avertissement:

Les informations contenues dans le présent document sont fournies à titre indicatif et ne pourraient être considérées comme une incitation d'investissement. Elles ont été obtenues de sources considérées fiables mais ne peuvent pas être garanties quant à leur précision par notre SGI. Par conséquent, nous nous désengageons de toute responsabilité quant à l'inexactitude ou omission de certaines données.

